

ARRÊTÉ

RELATIF A L'ORGANISATION D'OPÉRATIONS PARTICULIÈRES DE RÉGULATION DE SANGLIERS

**La Préfète du LOT,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU l'arrêté ministériel du 18 décembre 2009 modifié, relatif aux règles sanitaires applicables aux produits d'origine animale et aux denrées alimentaires en contenant ;
- VU l'arrêté cadre n° E-2021-146 du 15 juin 2021 modifié relatif à l'organisation d'opérations de décantonnement et d'opérations de régulation dans le département du Lot ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2025-288 du 23 septembre 2025, portant délégation de signature à M. Pierre-Antoine MORAND directeur départemental des territoires du Lot ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2025-306 du 01 octobre 2025, portant subdélégation de signature de M. Pierre-Antoine MORAND, directeur départemental des territoires du Lot à certains agents placés sous son autorité ;
- VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs du 16 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT les dégâts récurrents de sangliers sur l'exploitation agricole de M. Jean-Luc GAYRAL, sise au 25 Impasse du Caussanel 46100 CAMBOULIT, ayant détruit environ 15% d'un parcellaire de 3 ha de prairies permanentes et 8 ha de semis de céréales, situés aux lieux-dits le Caussanel et le Clos Roques, commune susmentionnée ;

CONSIDÉRANT l'information reçue de M. Jacques COLDEFY lieutenant de louveterie, de remisage de nombreux sangliers au sein du domaine de Meulhac, propriété de Madame BLANCHET, situé en limite des communes de Cambes et Camboulit ;

CONSIDÉRANT l'appréciation de la situation et la proposition, après enquête sur le site, de M. Jacques COLDEFY lieutenant de louveterie de la circonscription de Livernon et de Monsieur Dominique ROUQUETTE, lieutenant de louveterie de la circonscription de Figeac-Ouest ;

CONSIDÉRANT l'atteinte portée à la production agricole et aux enjeux économiques pour cette exploitation ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Temps et territoire

Des opérations de destruction de sangliers sont ordonnées sur le territoire de la commune de Camboulit. L'opération débutera soit au sein ou aux abords de la propriété de Madame BLANCHET, domaine de Meulhac soit aux abords des parcelles de l'exploitation agricole victime de dégâts. Si nécessaire, la poursuite des animaux peut s'exercer sur des secteurs voisins du lieu de départ de l'action des communes désignées ou de communes voisines, notamment les communes de Lissac et Mouret, Reyrevignes, Cambes y compris sur une autre circonscription de louveterie du département.

Ces opérations auront lieu sous la direction technique de M. Jacques COLDEFY et/ou de M. Dominique ROUQUETTE, lieutenants de louveterie, pendant la période **du samedi 24 janvier 2026 au dimanche 22 Février 2026 inclus.**

ARTICLE 2 : Les procédés

Dans le cadre de l'intervention, le lieutenant de louveterie est autorisé à intervenir par :

- battue ;
- tir de nuit
- tir à l'approche et à l'affût ;

Au regard du lieu et du contexte, le lieutenant de loupeterie déterminera la munition la plus adaptée à privilégier.

ARTICLE 3 : Les participants et leurs rôles

Pour les opérations à l'approche à l'affût et en battue, le lieutenant de loupeterie pourra se faire assister par d'autres lieutenants de loupeterie, les détenteurs de droit de chasse ou tout autre participant. Le nombre et le choix des tireurs sont laissés à sa discrétion.

Pour les opérations de tir de nuit, seuls des lieutenants de loupeterie pourront procéder aux tirs. D'autres personnes choisies par le lieutenant de loupeterie désigné à l'article 1 pourront être chargées du maniement du dispositif d'éclairage.

L'utilisation des instruments de vision et de visée nocturnes non exclusivement destinés à un usage militaire, sont autorisés pour les lieutenants de loupeterie à condition de respecter la législation en vigueur et donc de ne pas utiliser ces équipements avec un dispositif mains libres.

Au regard du lieu et du contexte, le lieutenant de loupeterie déterminera la munition la plus adaptée à privilégier.

ARTICLE 5 : Destination des sangliers prélevés

Le lieutenant de loupeterie pourra remettre, selon son appréciation, les sangliers détruits au détenteur du droit de chasse, aux participants ou au propriétaire victime de dégâts. Ces derniers seront préalablement informés du risque de trichine lié à la consommation de viande de sanglier.

À défaut, les cadavres seront évacués contre reçu par une société d'équarrissage.

ARTICLE 6 : Mesures d'exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Lot ;
- la sous-préfète de Figeac ;
- le directeur départemental des territoires ;
- les lieutenants de loupeterie désignés ;
- le commandant du groupement de gendarmerie du Lot ;
- le service départemental de l'office français de la biodiversité ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président de la fédération départementale des chasseurs, au président de l'association départementale des lieutenants de loupeterie et aux maires des communes de Camboulit, Reyrevignes, Cambes et Lissac et Mouret.

A Cahors, le 16 janvier 2026

Pour la Préfète du Lot et par subdélégation
la cheffe d'unité forêt, chasse et milieux naturels


Florence DELPORTE

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la Préfète du Lot - Place Chapou - 46009 Cahors cedex dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations Internationales sur le climat et la nature - 246 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier (68, rue Raymond IV - 31000 Toulouse - tél : 05.62.73.57.57), soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr/>